

Monsieur le Président, membres du Comité,

Je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui de comparaître devant le Comité pour traiter d'un sujet d'importance cruciale pour l'avenir de ce pays, c'est-à-dire la contribution des universités à l'effort national de R et D et à la formation de nos ressources humaines hautement qualifiées.

Le rapport provisoire de votre Comité au Sénat le 30 mai 1985 mentionnait quatre grands thèmes à étudier. J'aimerais aujourd'hui parler de trois de ces thèmes: les objectifs nationaux, surtout ceux touchant à la R et D, la recherche universitaire et les effectifs des universités. J'espère qu'une courte présentation de ces trois thèmes vous fournira des renseignements utiles qui pourront vous aider lors de l'étude du quatrième thème, soit la nature et le niveau du financement fédéral.

D'abord, j'aimerais dire quelques mots sur les objectifs du Canada en matière de R et D et sur le rôle que jouent les universités dans la mosaïque nationale de R et D.

Au Canada, on reconnaît de plus en plus qu'il nous faudra accroître et intensifier considérablement nos efforts de R et D si nous voulons jouer un rôle actif dans la planification de notre propre avenir économique qui dépend de plus en plus des connaissances et de la technologie.

Les gouvernements successifs ont reconnu le besoin d'augmenter la R et D et se sont fixé des objectifs ambitieux quant au niveau d'activités visé. Le gouvernement actuel ne s'est pas encore engagé publiquement envers un objectif précis, bien que diverses déclarations au cours de l'été 1984 aient mentionné la possibilité de doubler nos efforts de R et D, exprimés en pourcentage du PNB, soit de 1,24% à 2,5%. Par la suite, dans son énoncé économique et financier de novembre 1984, le ministre des Finances présentait un "Programme de relance économique" qui soulignait que "la R et D, l'innovation et la diffusion technologique" et "les ressources humaines" étaient les deux éléments-moteur du renouveau économique. Plus récemment, le gouvernement réitérait cette stratégie dans le budget de mai 1985 alors qu'il mentionnait le changement technologique comme l'élément-moteur du progrès économique tout en déclarant qu'une bien meilleure performance en R et D demeurerait une priorité du gouvernement.

En réponse à l'objectif du gouvernement fédéral de "doubler" les efforts de R et D du Canada, et sans savoir exactement ce qui doublerait et à quel moment, le CRSNG a élaboré certaines hypothèses:

- doubler nos dépenses actuelles de R et D en dollars courants, ce qui revient à peu près à consacrer 1,5% du PNB à la R et D en 1990;
- doubler nos dépenses actuelles de R et D en dollars constants, ce qui revient à peu près à consacrer 2,0% du PNB à la R et D en 1990; et
- doubler le rapport DBRD/PNB, pour qu'il passe de 1,24% à 2,5% en 1990.